



République Démocratique du Congo

REDD, un défi pour la Gouvernance forestière en Afrique centrale « Cas du Processus REDD+ en RDC »

SEMINAIRE SUR LA GOUVERNANCE DES FORETS ET INTEGRITE EN AFRIQUE CENTRALE

Yaoundé, 23 - 24 Novembre 2011

Adrien KAKULA DIA\$OTUKA
Chargé de Projet National

Coordination Nationale REDD
DIRECTION DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Tél. : +243 813996522 / +243 990930226

kakulaadrien@gmail.com

Skype : adrienkakula

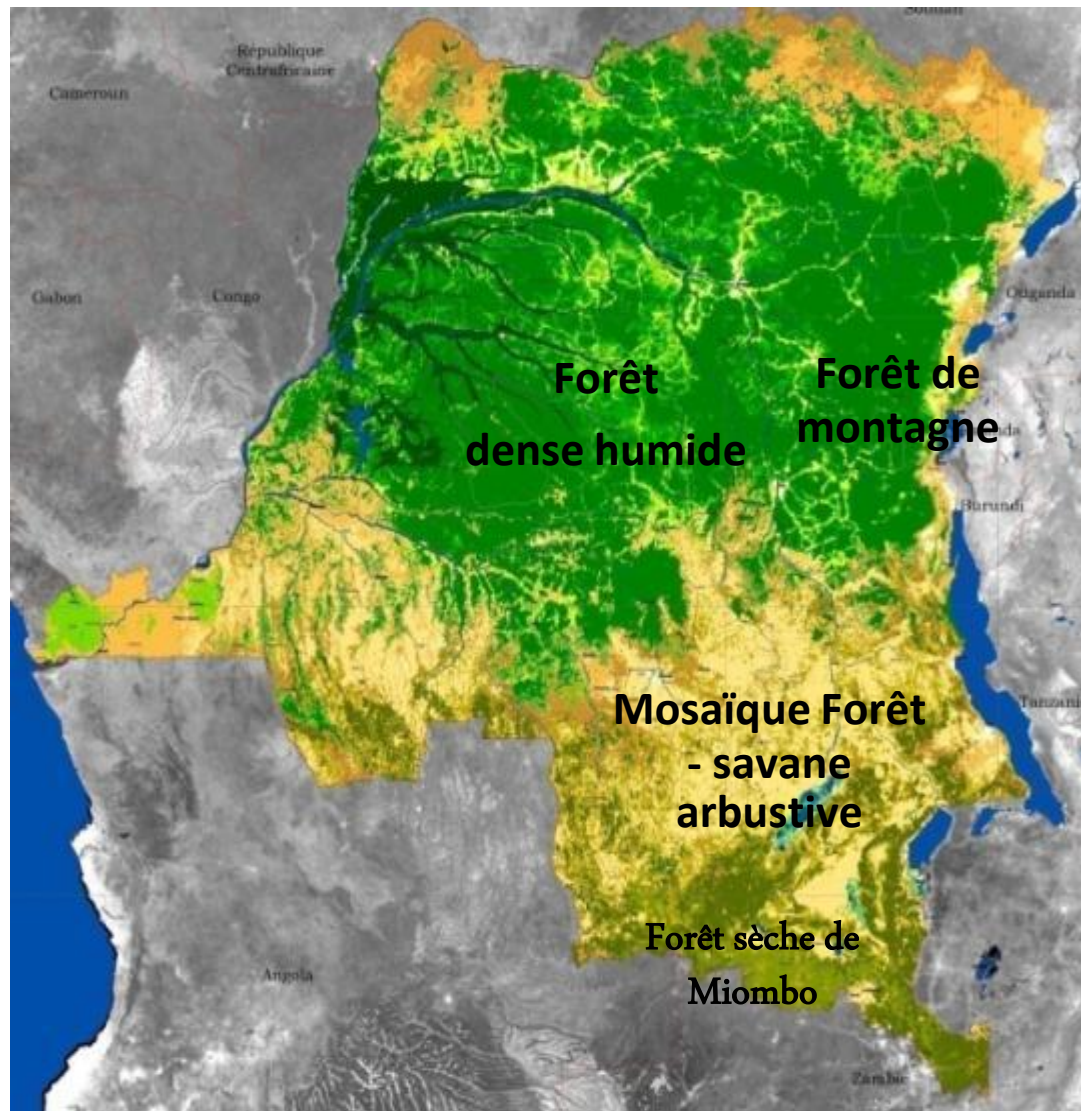
UN-REDD
PROGRAMME

The United Nations Collaborative Programme
on Reducing Emissions from Deforestation and
Forest Degradation in Developing Countries



REDD+: un potentiel de transformation et de développement historique a l'échelle de la RDC

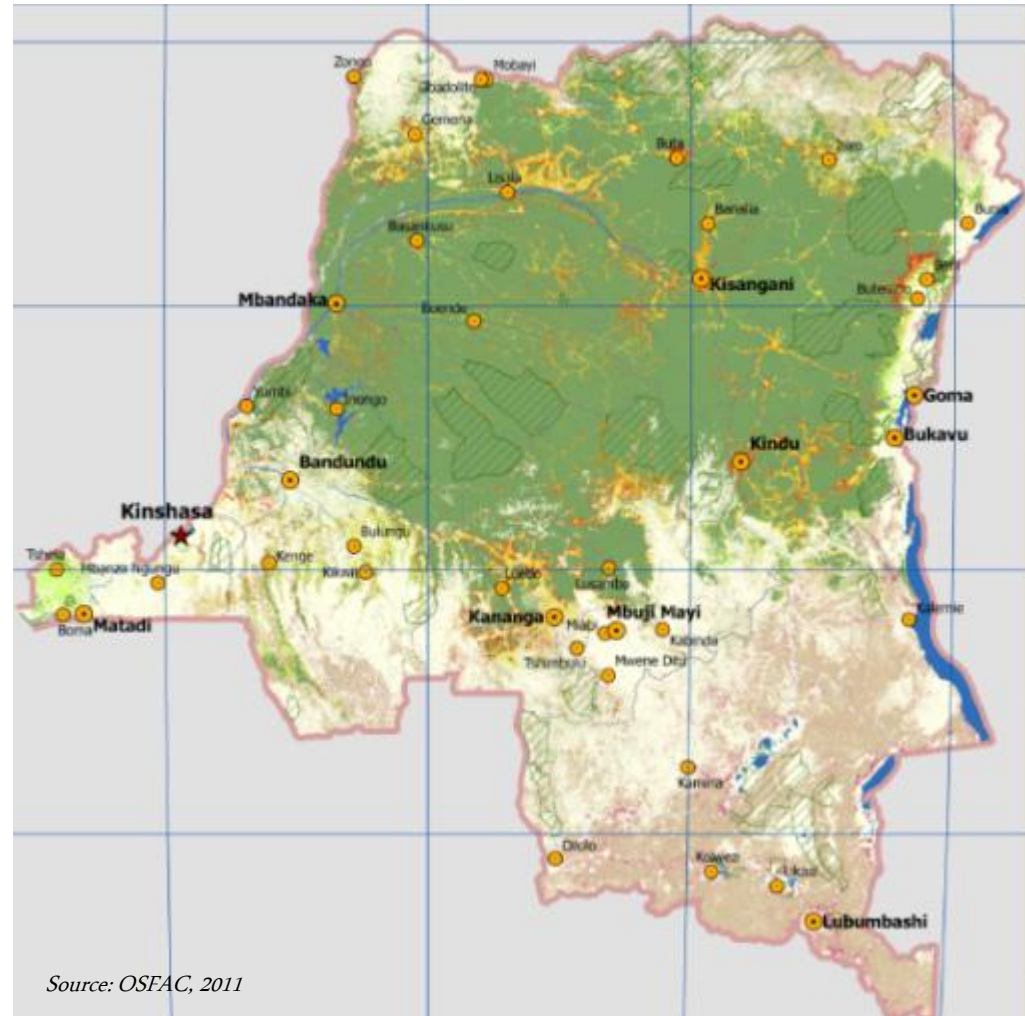
- **≈155 Millions d'hectares de forêts : 10% des forêts tropicales mondiales**
- **2^{ème} pays forestier tropical au monde après le Brésil.**
- **50% de forets africaines.**
- **60% forets du bassin du Congo.**
- **40 millions de personnes dépendantes des forêts (soit 70% de populations).**
- **La forêt congolaise stocke ≈ 25 Gt de C (≈100Gt CO₂eq).**



La déforestation en RDC

De 2000 à 2010 = 0,23%/an : faible, mais ...

- Correspond à la perte de 3,7M ha de forêts – (dont 1Mha Forêt primaire)
- RDC est parmi les pays perdant le plus de superficie forestière chaque année
- Une forte augmentation probable dans un avenir proche (accroissement démographique, développement du pays ...)



Les principales causes de la déforestation en RDC

A. Les causes directes et indirectes (étude initiée par le MECNT , réalisée par la société civile congolaise avec la FAO), par ordre d'importance :

Rang	Causes directes	Rang	Causes sous-jacentes (indirectes)
1	Agriculture itinérante sur brûlis	1	Croissance démographique
2	Carbonisation, collecte de bois de chauffe et feu de brousse, et exploitation minière artisanale (activités villageoises)	2	Pauvreté
3	Exploitation artisanale du bois	3	Flux de mobilité/migration, guerre et chômage
4	Exploitation industrielle du bois	4	Faiblesse de l'administration, faible gouvernance, urbanisation et fermeture des entreprises
5	Expansion des infrastructures et agriculture industrielle	5	Mauvaise application de la loi

B. Une certaine variabilité selon les Provinces ou au sein de celles-ci, mais nette prédominance de l'agriculture sur brûlis, bois-énergie et exploitation artisanale du bois

Quel rôle pour les forêts dans la trajectoire de développement de la RDC ?



Pour arriver à changer les données, une opportunité à capitaliser pour l'amélioration de la gouvernance forestière ?



LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS REDD+ EN RDC

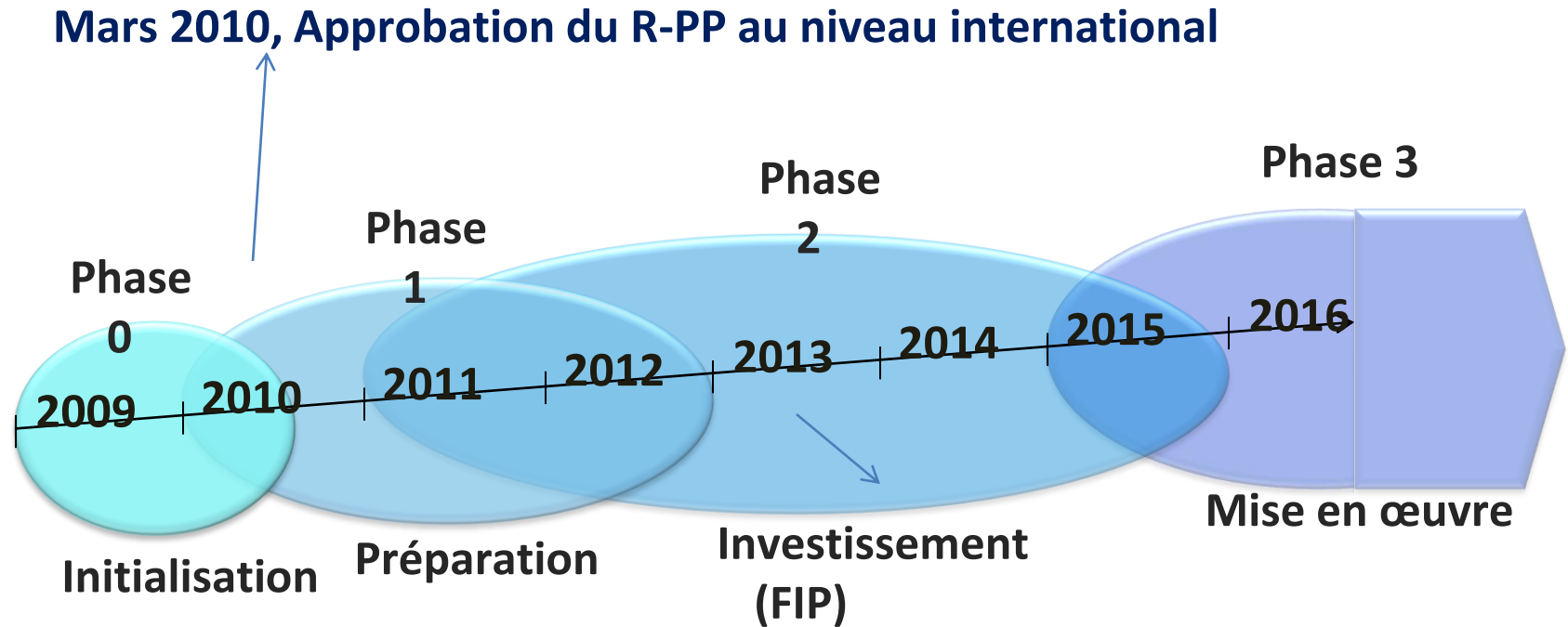


Un Processus innovant, participatif et basé sur les résultats, qui vise à contribuer à l'atténuation des émissions des GES liés à la déforestation et à la dégradation des forêts, tout en luttant contre la pauvreté et à relancer de la croissance économique à travers la gestion durable et équitable des forêts, la valorisation des services environnementaux et le renforcement du stock de carbone forestier.

Ce processus participatif associe les organisations de la société civile, des communautés locales et peuples autochtones, le secteur privé et la sphère scientifique dans le choix des options stratégiques.

L'émergence d'une vision stratégique : Approche phasée et composantes

La RDC est en phase de préparation à la REDD (2010-2012), et se prépare à engager simultanément la phase d'investissement (2011-2015)

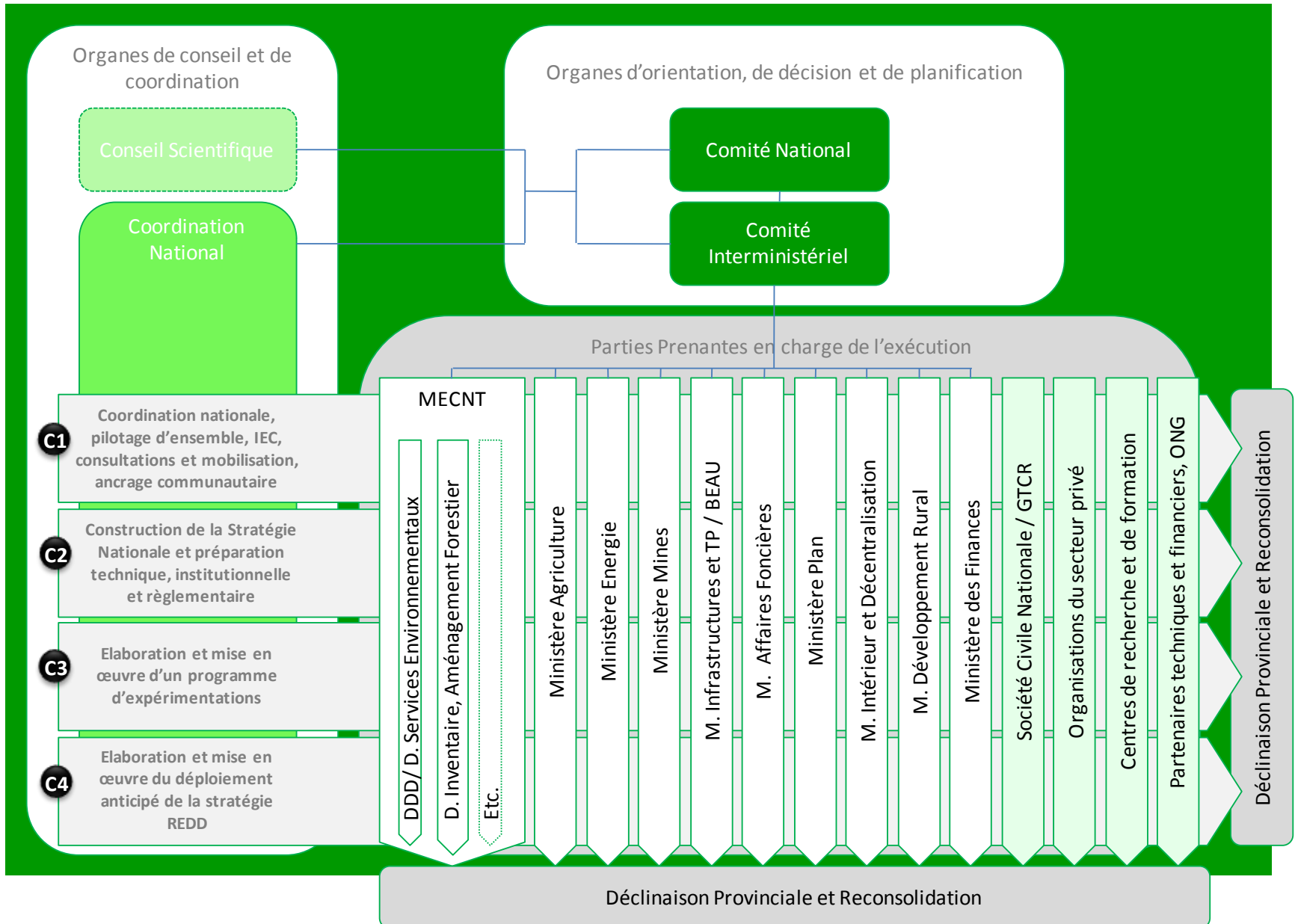


Calendrier Prévisionnel du Processus REDD + en RD Congo

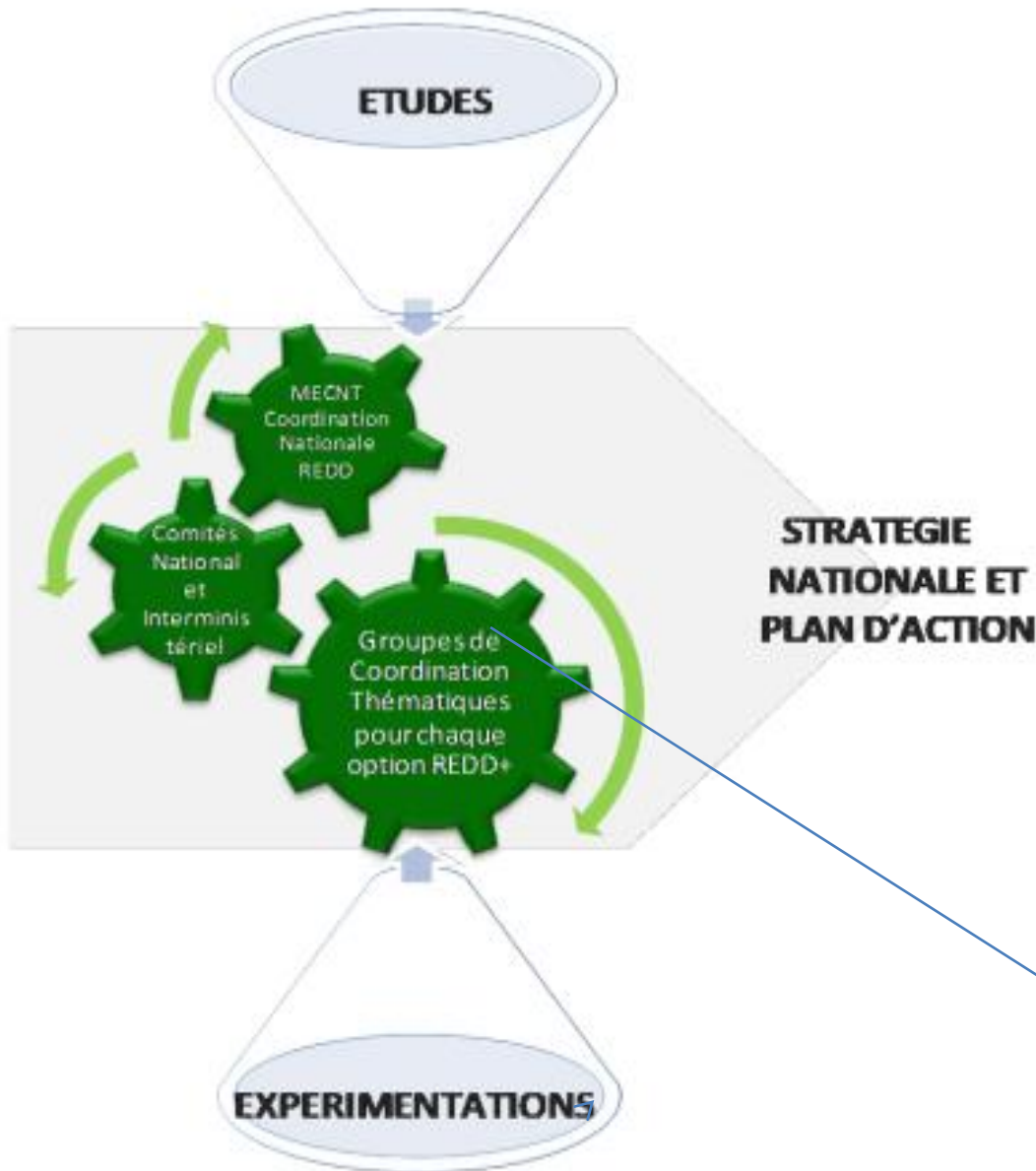
Historique du Processus REDD+ en RDC - Quelques grandes étapes

- **Mai 2008:** Communication du R-PIN REDD au FCPF Banque Mondiale.
- **Mai 2009:** Mise à disposition d'un premier financement de 1,8M\$ par l'UN-REDD et recrutement du Coordonnateur et Assistant technique.
- **Août 2009:** Atelier de lancement du processus national à Kinshasa, suivi de cinq ateliers en province entre septembre 2009 et février 2010 (Kisangani, Bukavu, Matadi, Mbandaka, Lubumbashi)
- **Nov. 2009:** Signature du décret REDD par le Premier Ministre, officialisant la Coordination Nationale REDD et ouvrant la voie au Comité National et au Comité Interministériel
- **Janv./fév. 2010:** Finalisation et validation du R-PP
- **Mars 2010:** Approbation du R-PP au niveau international et levée de fonds de 8,9M\$ pour le processus de préparation
- **Juin 2010:** Sélection de la RDC pour le Programme d'Investissement pour les Forêts (FIP)
- **Juin 2011:** Validation du Plan d'Investissement de la RDC pour le FIP (60M\$)

Représentation de l'organisation institutionnelle du processus national REDD en RDC (décret du 26 novembre 2009)



Pour parvenir à la stratégie nationale: capitaliser sur les études et les projets pour alimenter un processus de construction innovant et participatif



- Expérimentation: 22,4M\$ sécurisés auprès du fonds pour les Forêts du bassin du Congo, CBFF dont le lancement des 6 Projets pilotes REDD+ a été fait au mois

Phase d'investissement: 60M\$ sécurisés auprès du Programme d'Investissement pour les Forêts (2013)/ FIP a 6 Pays membres:

Brésil, RD Congo, Indonésie, Maroc, Népal, Roumanie et 6 principaux pays contributeurs : Australie, Danemark, Norvège, Royaume Uni, USA, Japon.

Lancer depuis janvier 2011

30 GCT (Toutes les parties prenantes et PTF) → Recom. = juin 2012

En parallèle à la construction de la stratégie nationale: le développement des grands piliers de la REDD+

- **Niveau de référence** : lancement de la réflexion pour une version préliminaire à présenter au side event/ CoP17 le 05 Novembre 2011 à Durban.
- **Système MRV** (développé par la FAO en collaboration avec la DIAF) → Version préliminaire du système de surveillance (Monitoring) des forêts de la RDC sera présentée à la CoP17.
- **Cadre de mise en œuvre les études à sur**: le Cadre légal, le mécanisme financier, le Système de partage des revenus et le MRV risques et co-bénéfices (travail en cours avec la société civile congolaise)
- **Autres études**:
 - *Revue des expériences en RDC pertinentes pour la REDD+ réalisée*
 - *Causes et facteurs de la déforestation: étude qualitative réalisée*
 - *Economie politique de la REDD+ réalisée (draft)*

Les études sur le Cadre de mise en œuvre de la REDD:

L'objectif de ces études est d'établir des modalités institutionnelles, légales et de gouvernance crédibles et transparentes qui peuvent s'avérer nécessaires pour permettre au pays de mettre en œuvre ses options stratégiques REDD, dont les domaines ciblés sont principalement : Le Cadre institutionnel (structure, pilotage et monitoring); le Cadre normatif (besoins de réformes législatives) : « Propriété » du carbone forestier ? L'absence de cadre juridique définissant les droits par rapport au carbone forestier représente une contrainte pour engager les transactions carbone qu'entend générer le mécanisme REDD; Questions transversales : Touchant à la coordination et harmonisation des interventions des différents secteurs (agriculture, foncier, aménagement du territoire, etc.) et différents acteurs, tant au niveau national que provincial. Des besoins de réformes institutionnelles pourront ainsi se présenter, au niveau des secteurs plus concernés qui répondent à la mise en œuvre de la stratégie REDD.

Les études sur le mécanisme de Partage des revenus issus de la REDD+ en RDC

La réflexion a été lancée depuis le mois de janvier dans un atelier national et à l'étape actuelle nous poursuivons la réflexion (avec une équipe de consultants nationaux et internationaux) pour l'élaboration d'une note sur les options de mécanisme « Options Paper » de partage de revenus issus de la REDD en RDC, dont le sommaire sera présenté à Durban.

Le MRV Risques et co-bénéfices

L'élaboration des standards nationaux sociaux et environnementaux de la REDD+: Les standards nationaux sociaux et environnementaux REDD+ permettront de guider la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets/initiatives REDD+ sur toute l'étendue du Pays.

La mise en place par un Arrêté Ministériel, d'un Comité de suivi des risques et Co-bénéfices sociaux et environnementaux du Processus REDD+ en RDC.

Le processus d'homologation des projets REDD+ en RDC:

Le Cadre réglementaire pour les Projets REDD+ : Critères d'homologation et les Procédures d'homologation

Le Registre : l'outil de gestion

Evaluation Environnementale et Social Stratégique de la mise en œuvre du Processus REDD+, en sigle EESS et SESA en anglais (à lancer en janvier 2012):

Permettra d'évaluer les effets positifs et négatifs que pourrait générer les options stratégiques REDD+ proposées par le gouvernement et de contribuer à affiner cette stratégie.

L'étude sur le Fonds National REDD+ : Mécanisme financier de gestion de financements REDD+ en RDC

La réflexion a été lancée depuis le mois d'octobre 2010 dans un atelier national.

L'objectif de l'étude est de proposer le Profil d'ensemble du Fonds National REDD+ de la RDC, qui comprendra les caractéristiques fondamentales du Fonds, c'est-à-dire son statut juridique, ses objectifs, son processus de mise en place, sa structure de gouvernance, sa stratégie de mobilisation de fonds nationaux et internationaux, la stratégie d'allocation des fonds, etc. Dans ce contexte, le résultat attendu de cette étude est la préparation du cadre institutionnel, juridique, financier et opérationnel du Fonds National REDD+ du Pays.



République Démocratique du Congo

Merci pour votre aimable attention!

